

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Sommaire	XIII

ÉTUDES

Le temps du Brexit PAR Lauren BLATIÈRE	3
I. Le temps comme atout.....	4
A. Un temps nécessaire.....	4
B. Un temps habilement manié.....	7
II. Le temps comme obstacle.....	10
A. La limitation délicate du temps	10
B. La lutte contre le temps	12
 Retour sur l'utilisation du droit de l'OMC par la CJUE PAR Emanuel CASTELLARIN	17
I. Des précisions sur la participation de l'Union à l'OMC	20
A. La substitution de l'Union à la Hongrie en ce qui concerne les engagements pertinents	20
B. Le lien entre la compétence de la Cour et la responsabilité internationale de l'Union.....	22
II. La consolidation d'une asymétrie discutable dans l'invocabilité du droit de l'OMC	26
A. Une asymétrie prévisible.....	26
B. Une asymétrie pragmatique mais peu satisfaisante sur le plan logique	29

III. Des relations ambivalentes avec l'ORD	33
A. La confirmation d'une jurisprudence ambiguë	33
B. L'établissement d'une convergence potentielle avec la jurisprudence de l'ORD.....	36
C. L'utilisation sélective des décisions de l'ORD	40

**Brèves remarques concernant la déclaration n° 52 de 2007
sur les symboles de l'Union européenne**

PAR Syméon KARAGIANNIS.....	43
-----------------------------	----

I. La symbolique	48
A. Des symboles à retenir	48
B. Les symboles retenus.....	56
II. Des effets juridiques ?.....	69
A. Quelle place pour les déclarations dans l'ordre juridique de l'Union ? ...	69
B. La philosophie des symboles selon la déclaration n° 52	82

**L'Eurogroupe échappe au contrôle juridictionnel de la Cour de justice :
l'arrêt *Chrysostomides***

PAR Manuel LÓPEZ ESCUDERO	91
---------------------------------	----

I. Introduction.....	91
II. L'Eurogroupe et la gouvernance économique de l'Union européenne.....	92
A. La première décennie de l'Eurogroupe.....	92
B. La montée en puissance de l'Eurogroupe : crise de 2008 et formalisation juridique par le traité de Lisbonne	94
III. La jurisprudence de la Cour de justice sur l'Eurogroupe	106
A. Les arrêts <i>Mallis</i>	107
B. Les arrêts <i>Chrysostomides</i>	109
IV. Analyse critique de la jurisprudence précitée de la Cour	112
A. L'EG : un organe intergouvernemental extérieur au cadre institutionnel de l'Union ?	114
B. L'EG : une instance informelle non assimilable à une formation du Conseil ?	116
C. L'EG : une instance sans pouvoirs de décision et de contrôle ?	118
D. L'EG et les exigences de l'État de droit	120
V. Quelques réflexions finales	121

L'arrêt *PSPP* de la Cour constitutionnelle fédérale allemande

PAR Peter-Christian MÜLLER-GRAFF	125
I. Les grandes lignes de l'arrêt <i>PSPP</i>	128
A. Les antécédents constitutionnels	128
B. Les éléments essentiels de l'arrêt <i>PSPP</i>	129
II. L'interprétation du droit de l'Union par la Cour constitutionnelle fédérale allemande	132
A. L'étendue des pouvoirs d'action du SEBC (articles 123, paragraphe 1, 119, paragraphe 2, et 127, paragraphe 1, TFUE)	133
B. Les exigences du principe de proportionnalité du droit de l'Union dans l'exercice des compétences du SEBC	138
C. Les exigences relatives à l'obligation de motivation de la BCE en vertu du droit de l'Union	139
D. Les exigences du droit de l'Union dans le cadre des missions d'examen, de densité de contrôle et de motivation de la CJUE	141
III. La rupture de la Cour constitutionnelle fédérale allemande avec le droit procédural de l'Union (article 267, paragraphe 3, TFUE)	141
A. Une conception juridique dissidente comme échappatoire à la communauté juridique de l'Union ?	141
B. Le défaut d'un second renvoi en violation de l'article 267, paragraphe 3, TFUE	142
C. Violation du principe de coopération loyale issu du droit de l'Union (article 4, paragraphe 3, TUE)	143
IV. Conclusion	145

De l'a-démocratie en Europe ?

PAR Sébastien ROLAND	149
I. Défaillance démocratique de l'Union	152
II. Défiance des peuples	156
III. Réconcilier l'Europe avec ses citoyens	160
IV. Méthode et enjeux de la conférence	162
V. Les chantiers à ouvrir	168

Vérité à Luxembourg, erreur à Strasbourg

PAR Sébastien VAN DROOGHENBROECK 173

I. Plus vite que la musique strasbourgeoise ? Une posture possible, mais peu fréquente	175
A. La permission et ses limites, de droit et de fait.....	175
B. Quelques précédents ambigus	180
II. La protection des droits fondamentaux des personnes morales de droit public : une plus-value évidente de la Charte	182
A. Le point de vue de la Cour européenne des droits de l'homme : les personnes morales de droit public ne peuvent revendiquer le bénéfice des droits et libertés garantis par la Convention	182
B. Le point de vue de la Cour de justice de l'Union européenne : les personnes morales de droit public peuvent revendiquer le bénéfice des droits et libertés garantis par la Charte	189

Le plan de relance de l'Union européenne

PAR LES ÉTUDIANTS DU MASTER 2 DROIT ET CONTENTIEUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Victoria BLIN, Emma BOUGAULT, Léa DREIDEMY, Juliette DUBOIS,
 Emma DULAS, Adèle KAUFFMANN, Kéram KEHIAIAN, Léa LOISELEUR,
 Alix MYCZKOWSKI, Nefeli PAPAGIANNOPOULOU, Chloé PARRA, Lucile RAJON,
 Claire RENOUVEL, Léa-Marie RICO, Flore SIPROUDHIS, Mathilde THEBAULT
 ET Nicolas TSELIKAS-BOUZEAU

SOUS LA COORDINATION DE Anastasia ILIOPOULOU-PENOT ET Francesco MARTUCCI.. 193

Introduction	193
I. Le retour en force des États membres dans la conception du plan de relance	195
A. Un plan de relance stimulé par l'initiative franco-allemande	195
B. Un plan de relance freiné par les réticences des États « frugaux ».....	199
C. Un plan de relance instrumentalisé par le couple hongro-polonais au détriment des valeurs de l'Union	202
II. L'éclosion d'une solidarité dénouée de la stabilité.....	203
A. La (re)définition de la solidarité sur l'impulsion du plan de relance : preuve de la recherche d'une stabilité ou d'une solidarité altruiste ?.....	203
B. La solidarité dans la pratique : les exemples du passé et l'inclusion de la conditionnalité dans le cadre du plan de relance	206

III. Les aspects financiers de NGEU et le retour du débat autour des ressources propres de l'Union	209
A. Le financement de « <i>Next Generation EU</i> » par l'émission d'obligations sur les marchés financiers	209
B. Une crise soulevant à nouveau le débat autour des ressources propres de l'Union	212
IV. Le plan de relance au service du projet politique de l'Union	215
A. La part de l'engagement environnemental et numérique dans le plan de relance	216
B. Plan de relance et État de droit : la conditionnalité des aides.....	218
C. Un plan de relance pour une Europe sociale.....	220
Conclusion : L'Union européenne vit-elle son « moment hamiltonien » ?	221
A. À quoi se réfère le « moment hamiltonien » ?.....	221
B. Des comparaisons tentantes entre le plan de relance NGEU et le plan Hamilton.....	222
C. Une pertinence limitée de la comparaison.....	224
D. Le plan de relance pose-t-il les bases d'une future politique fiscale de l'Union ?.....	226

CHRONIQUES

Parlement européen	
PAR Laetitia GUILLOUD-COLLIAT	233
I. Enjeux institutionnels	233
A. L'approbation de l'accord de retrait du Royaume-Uni et les suites du Brexit.....	233
B. Organisation institutionnelle interne du Parlement européen.....	234
C. Pouvoir de contrôle et de nomination	236
D. Accord sur un registre de transparence obligatoire	241
E. L'appel à l'organisation d'une conférence sur l'avenir de l'Europe....	242
II. Questions financières	242
A. L'adoption du cadre financier pluriannuel 2021-2027 et du fonds pour la relance « <i>Next Generation EU</i> »	242
B. Autres mesures budgétaires et financières liées à la pandémie de covid-19	245

III. Conduite des politiques de l'Union européenne	249
A. L'adoption de mesures environnementales.....	249
B. La protection des consommateurs	257
C. La santé.....	259
D. L'espace de liberté, de sécurité et de justice.....	260
E. Le transport routier.....	263
F. La politique agricole commune (PAC)	264
G. L'action extérieure de l'Union européenne.....	266
IV. La protection des valeurs européennes.....	267
A. Mise en place d'un système de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union	267
B. La dénonciation des violations de l'État de droit dans plusieurs États membres	269
 Conseil européen – Conseil de l'Union	
SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI.....	273
I. Dynamiques institutionnelles.....	273
A. Le Conseil européen	273
B. Le Conseil de l'Union – Les présidences	286
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union	296
A. L'action économique et sociale.....	296
B. Conseils et numérique 2020 : les Conseils en quête de sens.....	304
C. La politique « climat-énergie »	313
D. Action extérieure	324
 Commission européenne	
PAR Claude BLUMANN.....	333
I. L'appareil politico-administratif de la Commission de lutte contre la covid-19.....	334
A. Les structures politiques	334
B. Les structures administratives	337
II. La Commission face aux atteintes aux libertés fondamentales de circulation	340
A. La Commission défenseuse de la libre circulation des marchandises...	342
B. À la recherche de masques et de vaccins	346
Conclusion.....	361

Contentieux du droit de l'Union européenne

PAR Freya CLAUSEN, Paolo IANNUCELLI ET Jonathan WILDEMEERSCH

SOUS LA COORDINATION DE Fabrice PICOD..... 363

I. Les évolutions de nature procédurale	365
A. Une appréciation extensive et souple des conditions de la PPU	365
B. Des évolutions de la gestion procédurale des affaires préjudicielles..	367
II. Les évolutions quant à la compétence préjudicielle de la Cour de justice et à la recevabilité du renvoi préjudiciel	368
A. Les évolutions de la compétence préjudicielle	368
B. La clarification des conditions de recevabilité du renvoi préjudiciel ...	371
III. L'examen des questions préjudicielles par la Cour de justice.....	378
A. L'examen des questions d'interprétation et la cohérence de la jurisprudence	378
B. Les tendances objectives et subjectives des appréciations de validité..	380
I. Recours en manquement – Compétence de la Cour de justice.....	381
II. Recours en manquement – Recevabilité des recours.....	382
III. Recours en manquement – Astreinte (article 260, paragraphe 3, TFUE)..	384
IV. Recours en manquement – Mesures d'instruction.....	386
V. Recours en manquement – Mesures provisoires	386
I. Le recours en annulation	388
A. Sur la recevabilité d'un recours en annulation à la lumière de l'auteur de l'acte attaqué et de ses effets	389
B. Sur la recevabilité d'un recours en annulation à la lumière de la nature de l'acte attaqué	391
II. Le recours en carence	399
Conclusion.....	401

Droits fondamentaux

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIERE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL, Christophe MAUBERNARD

ET Claire VIAL..... 403

I. Précisions sur les conditions d'application de la Charte des droits fondamentaux	405
II. Interactions entre la Charte et la Convention européenne des droits de l'homme.....	408

III. Le fabuleux destin du droit fondamental à la protection des données à caractère personnel : entre une « présomption d'illégalité » des décisions d'adéquation de la Commission à l'égard des États-Unis et le rappel vigoureux de l'interdiction d'une conservation généralisée et indifférenciée des données.....	419
IV. Le respect de l'État de droit dans l'Union : toujours plus d'inquiétudes mais aussi quelques notes d'espoir.....	432
V. Du législateur au juge : où va le droit européen en matière d'asile et d'immigration ?.....	442
A. Les innovations discutables du nouveau pacte sur l'asile et les migrations.....	442
B. Le front des juges face à la gestion hongroise des demandes d'asile à la frontière.....	446
C. Les contributions éclectiques de la Cour de justice au renforcement des droits des étrangers.....	450
VI. De plus amples précisions s'agissant du droit à une protection juridictionnelle effective.....	454
VII. Un renforcement de la prise en compte des droits de l'homme dans le cadre de l'action politique extérieure de l'Union européenne et de ses États membres ?.....	460

Citoyenneté européenne

PAR Myriam BENLOLO CARABOT ET Anastasia ILIOPOULOU-PENOT.....	463
---	-----

I. CJUE, Gde Chbr., 6 octobre 2020, <i>Jobcenter Krefeld</i> , aff. C-181/19, ECLI:EU:C:2020:794.....	464
II. CJUE, 2 avril 2020, <i>Caisse pour l'avenir des enfants (Enfant du conjoint d'un travailleur frontalier)</i> , aff. C-802/18, ECLI:EU:C:2020:269.....	469
III. CJUE, 27 février 2020, <i>Subdelegación del Gobierno en Ciudad Real (Conjoint d'un citoyen de l'Union)</i> , aff. C-836/18, ECLI:EU:C:2020:119.....	471
IV. CJUE, Gde Chbr., 17 décembre 2020, <i>Generalstaatsanwaltschaft Berlin (Extradition vers l'Ukraine)</i> , aff. C-398/19, ECLI:EU:C:2020:1032.....	475
V. CJUE, 17 décembre 2020, <i>G. M. A. (Demandeur d'emploi)</i> , aff. C-710/19, ECLI:EU:C:2020:1037.....	478
VI. CJUE, 22 janvier 2020, <i>Pensionsversicherungsanstalt (Cessation d'activité après l'âge du départ à la retraite)</i> , aff. C-32/19, ECLI:EU:C:2020:25.....	480

Espace de liberté, de sécurité et de justice

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maitena POELEMANS

ET AVEC LA PARTICIPATION DE Émilie DESTOMBES, Benoît DUPIN, Thomas DUPIN,

Elena LOFREDI, Marion FONTAINE, Céline TEYSSIER 483

I. Les politiques communes d'asile et d'immigration	483
A. Le nouveau pacte sur la migration et l'asile par la Commission.....	483
B. L'actualité jurisprudentielle en matière d'asile et d'immigration	500
II. La coopération judiciaire civile	505
A. Les modifications législatives envisagées dans le domaine de la coopération en matière civile.....	505
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	506
III. Coopération judiciaire en matière pénale	515
A. L'actualité jurisprudentielle	516
B. Rapport 2019 d'Eurojust	527
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	528
A. Le rapport TE-SAT 2020	528
B. La protection des données à caractère personnel dans l'ELSJ.....	537

Association, partenariat, coopération

PAR Cécile RAPOPORT ET Kenza TEFFAHI 551

I. Les singularités institutionnelles d'une association innommée	556
A. La base juridique de l'accord, association non assumée ou association par convenance ?	557
B. Un processus de conclusion de l'accord dicté par l'urgence.....	559
C. Des précautions institutionnelles témoignant d'une confiance mutuelle relative entre les partenaires	562
II. Les singularités matérielles d'un partenariat de nécessité	565
A. Une affirmation discrète des fondements ambitieux du partenariat entre l'Union et le Royaume-Uni.....	565
B. Un nécessaire encadrement de l'accès au marché intérieur de l'Union pour préserver un <i>level playing field</i>	569
C. Une poursuite pragmatique de la coopération des services répressifs et judiciaires en matière pénale	574

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

PAR Catherine SCHNEIDER	581
I. La PESC, grande absente de l'accord du 24 décembre 2020 sur les relations entre l'Union et le Royaume-Uni	581
II. L'adoption du cadre financier pluriannuel 2021-2027 et son impact sur la politique étrangère, la sécurité et la défense commune.....	583
III. Actualité des sanctions et mesures restrictives	585
A. De quelques modifications et prolongements de mesures restrictives.....	586
B. L'adoption de nouvelles sanctions à l'encontre de la Biélorussie à la suite de la dénonciation par l'Union, comme non libres et irrégulières, des élections présidentielles d'août 2020.....	588
C. L'adoption tant attendue du nouveau régime transversal de sanctions ciblées « visant à faire face aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits »	590
IV. L'activité jurisprudentielle touchant à la PESC.....	595
A. La Cour et le contrôle juridictionnel de la PESC et du SEAE.....	597
B. Le Tribunal et le contrôle juridictionnel de la PESC.....	606
V. Bilan annuel des opérations et missions de gestion civile.....	616
A. Quelques modifications traditionnelles et sans impact considérable sur la nature des opérations et missions	616
B. Les missions et opérations concernées par des modifications significatives	620
VI. Actualités de certains des grands instruments de la défense (CSP et EDIPD)	639
A. La coopération structurée permanente (CSP) « ballottée entre deux courants », inquiétant et plus positif.....	639
B. Les avancées du programme européen de développement industriel de la défense (EDIDP) et de l'action préparatoire sur la recherche en matière de défense (PADR)	645

Politique commerciale commune

PAR Christine KADDOUS ET Elisabet RUIZ CAIRÓ	649
Introduction	649
I. Mesures de politique commerciale adoptées en lien avec la crise sanitaire	650
A. Disponibilité de matériel de protection pendant la crise sanitaire....	650
B. Disponibilité des vaccins pendant la crise sanitaire.....	652

II. Promotion et protection des investissements dans l'Union européenne.....	654
A. Extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres	655
B. Rapport sur l'application du règlement (UE) n° 1219/2012 sur les accords bilatéraux d'investissement entre États membres et États tiers.....	657
C. Relations entre l'Union européenne et les États tiers en matière d'investissements	659
III. L'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce	662
A. Questions institutionnelles : de la recherche d'alternatives au renforcement de l'OMC	662
B. Questions matérielles	665

Libre circulation des marchandises (2019-2020)

PAR Claude BLUMANN	671
I. Libre circulation des marchandises (LCM) et Brexit.....	672
A. De l'accord de retrait à l'accord « post-Brexit »	672
B. Dispositions commerciales de l'accord « post-Brexit »	675
II. Jurisprudence de la Cour de justice en matière de libre circulation des marchandises : années 2019-2020.....	687
A. L'union douanière	688
B. Reconnaissance mutuelle	692
C. Taxes d'effet équivalent et impositions intérieures	695
D. Mesures d'effet équivalant à des restrictions quantitatives	696

Jurisprudence relative au droit d'établissement et à la libre prestation des services

PAR Édouard DUBOUT	713
I. Champ d'application des libertés.....	714
A. Champ d'application matériel.....	714
B. Champ d'application spatial.....	729
II. Régime de l'entrave aux libertés	738
A. Qualification de l'entrave.....	738
B. Justification de l'entrave	745

Libre circulation des capitaux

PAR Flora SICARD	761
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	761
A. Notion de « mouvement de capitaux »	762
B. Délimitation au regard d'autres dispositions de droit primaire.....	764
II. Régime de la libre circulation des capitaux	767
A. Restrictions interdites.....	767
B. Justifications admises.....	771

Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises

PAR Linda ARCELIN	775
I. Questions de compétence.....	777
A. Compétence de pleine juridiction en matière d'amende : épilogue de l'affaire <i>Infineon</i> (cartes à puces).....	777
II. Procédure	778
A. Plaintes : décision de rejet d'une plainte et traitement antérieur d'une plainte par une autorité nationale de concurrence	778
B. Inspections.....	781
C. Droits de la défense	791
D. Procédure d'engagements : respect des droits des tiers.....	793
III. Ententes anticoncurrentielles	797
A. Accords de report d'entrée (<i>pay for delay</i>).....	798
B. Clair-obscur sur la notion de « restriction par objet »	802
C. Exemption : révision du règlement (UE) n° 330/2010	812
IV. Abus de position dominante	813
A. Caractérisation de l'abus de position dominante	813
B. Lutte contre les abus des plateformes numériques : propositions de règlements	817
C. Aspects procéduraux	823
V. Imputation de l'infraction	824
A. Imputation de l'infraction dans le cadre d'un groupe de sociétés : la solvabilité de la filiale importe peu.....	824
B. Imputation de l'infraction en cas de restructuration : continuité économique de l'entreprise	826
VI. Sanctions.....	831
A. Amende et solidarité : encore et toujours l'entreprise... ..	831
B. Réparation civile : orientations.....	834

Politique agricole commune

PAR Marc BLANQUET.....	837
I. Cadre général de la PAC.....	837
A. Cadre interne.....	838
B. Cadre international	853
C. Cadre financier.....	855
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	861
A. Mesures exceptionnelles liées au coronavirus.....	861
B. Notion de « produit agricole »	866
C. Aspects sectoriels.....	867
III. Développement rural.....	870
A. Mesures exceptionnelles liées au coronavirus.....	870
B. Vision à long terme pour les zones rurales	871
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	872
A. Qualité des produits agricoles	872
B. Promotion des produits agricoles.....	878
C. Alimentation saine	880
D. Domaine phytosanitaire	881
E. Bien-être animal	882

Droit européen des transports

PAR Vincent CORREIA, Loïc GRARD ET Sébastien MARTIN	887
I. Transports terrestres	889
A. Actualisations de la législation relative au transport routier : le paquet « Mobilité 1 » enfin adopté.....	889
B. Précisions jurisprudentielles sur la question du détachement des chauffeurs internationaux	895
C. Délimitation du périmètre des services de transport.....	896
D. Coûts liés à la police de la route et frais de péage.....	897
E. De la manière de faire référence à la théorie des facilités essentielles.....	898
II. Transport aérien	899
A. Les mesures d'urgence face à la crise sanitaire	901
B. La consolidation des relations aériennes extérieures.....	905
C. Le développement de la jurisprudence relative aux droits des passagers	910

III. Transports maritime et fluvial	912
A. Transport maritime : jurisprudences de principe	912
B. Transport fluvial : approfondissement de la législation en matière de certification des qualifications des équipages	916

Politique de cohésion économique, sociale et territoriale

PAR Nathalie RUBIO	919
I. L'impact de la crise sanitaire sur le processus normatif de la politique de cohésion	922
A. Une capacité d'adaptation mobilisée	922
B. La mise à l'épreuve de la politisation du versement des fonds	926
II. Le contentieux de la politique de cohésion par la Cour de justice de l'Union européenne.....	929
A. La recevabilité	929
B. Étendue des obligations des États membres en matière de protection des intérêts financiers de l'UE.....	932

Santé publique

PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	937
I. DOMAINES D' ACTIONS PRIORITAIRES DU PROGRAMME « SANTÉ PUBLIQUE ».....	938
A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer à la création de conditions favorables à des modes de vie sains	940
B. La lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé : la pandémie de covid-19	945
C. Contribuer à des systèmes de santé innovants et efficaces	956
D. L'accès à des soins de santé de meilleure qualité et plus sûrs.....	959
II. De quelques aspects contentieux.....	964
A. Contentieux lié au remboursement des soins de santé transfrontaliers	964
B. Le contentieux pharmaceutique.....	971

Protection de l'environnement

PAR Ludwig KRÄMER.....	975
I. Questions horizontales.....	975
A. La planification.....	975
B. Les aspects horizontaux.....	980
II. Les secteurs de l'environnement.....	994
A. Biodiversité et conservation de la nature	994
B. Produits et installations industriels	997
C. La gestion de l'eau	1002
D. La pollution de l'air	1006
E. Les déchets	1008

Droit européen de la consommation

PAR Agnieszka JABLONOWSKA ET Hans-Wolfgang MICKLITZ	1009
I. La pandémie de covid-19, un défi pour la protection des consommateurs..	1010
II. Développements législatifs	1012
A. Actions représentatives	1012
B. Marchés numériques.....	1014
III. Jurisprudence	1015
A. La notion de « consommateur »	1015
B. Les clauses abusives sur les marchés financiers	1016
C. Économie des plateformes.....	1020

L'Union économique et monétaire en 2020

PAR Francesco MARTUCCI	1023
I. Union monétaire.....	1023
A. Le contentieux des documents de la BCE.....	1024
B. Les mesures non conventionnelles	1033
II. Gouvernance économique	1038
A. La réaction temporaire à la crise de la covid-19	1038
B. L'instrument novateur « <i>Next Generation EU</i> »	1043
III. L'union bancaire	1048
A. La mise en place du <i>backstop</i>	1048
B. Le contentieux croissant de l'union bancaire	1049

Énergie

PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER	1059
I. Le fonctionnement du marché intérieur	1064
A. Un marché sécurisé	1065
B. Un marché concurrentiel	1069
C. Un marché interconnecté	1080
D. Un marché fiscalisé	1084
II. La protection de l'environnement	1085
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre	1087
B. La promotion de l'efficacité énergétique	1094
C. Le développement des énergies renouvelables	1096
III. La coopération internationale	1100

Chronique financière

PAR Lukasz STANKIEWICZ, Aurélie DORT, Messaoud SAOUDI, Benjamin RICOU Christelle BALLANDRAS-ROZET ET Damien CATTEAU	1101
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2020	1103
A. Une multiplication des budgets rectificatifs	1104
B. Le retrait du Royaume-Uni	1107
C. La mise en place de l'instrument SURE	1107
II. Le CFP 2021-2027 : des dépenses de crise couvertes par de nouvelles ressources propres	1108
A. Un CFP 2021-2027 au contenu rigide mais à la portée inédite face à la crise	1109
B. De nouvelles ressources propres en réponse aux nouveaux enjeux financiers	1112
III. Instrument de l'Union européenne pour la relance : « <i>Next Generation EU</i> »	1115
A. Le financement du plan de relance	1115
B. L'affectation des fonds du plan de relance	1118
IV. L'instauration d'un régime général de conditionnalité de versement des fonds européens au respect de l'État de droit	1122
A. Genèse	1123
B. Modalités de mise en œuvre de la procédure de sanction	1126

V. L'adoption du premier budget annuel du CFP 2021-2027	1131
A. Les différentes étapes de la procédure d'adoption du budget 2021 ...	1132
B. Le contenu du budget 2021	1134
VI. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2020	1135
VII. Annexes	1140
Tableau 1 : Évolution du cadrage pluriannuel	1140
Tableau 2 : Vue globale du paquet budgétaire pour 2021-2027	1140
Tableau 3 : Ventilation des crédits de l'instrument « <i>Next Generation EU</i> » (NGEU)	1142

Droit fiscal de l'Union européenne (2016-2020)

PAR Claire VANNINI ET Sarah DARDOUR-ATTALI	1143
I. La libre circulation des marchandises	1145
A. Taxes d'effet équivalent et impositions intérieures	1146
B. Mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives	1149
II. Les aides d'État	1150
A. Les taxes qui financent des régimes d'aide	1151
B. Les mesures fiscales qui constituent des aides d'État	1152
III. L'incidence du droit de l'Union sur la fiscalité directe	1159
A. L'application des libertés de circulation à la fiscalité directe	1159
B. L'applicabilité des directives en fiscalité directe	1170
C. Le développement de l'harmonisation du contrôle et du contentieux fiscal	1175

Contrats publics

Stéphane DE LA ROSA	1191
I. Actualité normative en matière de contrats publics	1192
A. Les réponses du droit européen de la commande publique aux marchés publics	1192
B. L'annonce d'une transformation de l'encadrement européen de la commande publique : l'impératif croissant de l'économie circulaire	1197
II. Actualité jurisprudentielle relative aux principes fondamentaux de la commande publique	1198

III. Actualité jurisprudentielle relative aux directives « Marchés publics » et « Concessions »	1200
A. Contentieux des marchés publics « classiques » (directive 2014/24/UE)	1200
B. Contentieux des marchés en réseau (directive 2014/25/UE)	1204
IV. Actualité jurisprudentielle relative aux recours applicables aux contrats publics	1205

Droit de la propriété intellectuelle

PAR Yann BASIRE	1209
-----------------------	------

I. CJUE, 27 février 2020, <i>Constantin Film Produktion GmbH c/ EUIPO</i> , aff. C-240/18 P	1209
II. CJUE, 29 janvier 2020, <i>Sky plc e.a. c/ Skykick UK Limited et Skykick Inc</i> , aff. C-371/18	1212
III. CJUE, 2 avril 2020, <i>Coty Germany GmbH c/ Amazon Services Europe Sàrl e.a.</i> , aff. C-567/18	1215

Droit international privé

 SOUS LA DIRECTION DE François MAILHÉ

 AVEC LA PARTICIPATION DE Charlotte GUILLARD, Yann LEGRAND, Suzel RAMACIOTTI

ET Chloé SUEL	1219
---------------------	------

Introduction	1219
I. Matière civile et commerciale	1221
A. Procédure civile européenne	1221
II. Matière familiale et patrimoniale de la famille	1252
A. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires	1252
B. Droit patrimonial de la famille	1258

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	1263
1. Recueil de textes et d'arrêts commentés	1263
II. Manuels et traités	1277
III. Thèses	1292
IV. Monographies.....	1308
V. Ouvrages collectifs.....	1313
VI. Mélanges et grands écrits.....	1341

REVUE DES REVUES

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	
PAR Félix ARTUS	1347
REVUES RECENSÉES	1347
SOMMAIRE.....	1348
I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union.....	1349
II. Droit institutionnel	1351
III. Droits nationaux et droit européen.....	1355
IV. Appartenance à l'Union.....	1357
V. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union.....	1360
VI. Citoyenneté européenne.....	1369
VII. Contentieux	1370
VIII. Relations extérieures	1375
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	1379
X. Libertés de circulation.....	1383
XI. Fiscalité et douanes	1385
XII. Concurrence	1385
XIII. Union économique et monétaire	1389
XIV. Propriété intellectuelle	1394
XV. Autres actions et politiques communes.....	1398
 Index des noms de personnes.....	 1409
Index thématique	1415
Index de jurisprudence	1439